La VAE dans le champ de la formation professionnelle continue

L'objet de ce texte est de tenter de replacer la VAE dans le champ de la formation continue, comme étant la dernière étape de construction des dispositifs de la seconde chance après l'école, qui abordent et mélangent la formation et l'expérience dans différentes proportions. Ainsi replacée la VAE n'apparaît plus comme autant novatrice, ni même comme véritablement nouvelle, mais surtout elle entre dans le champ économique que représente la Formation continue, sur lequel des investissements sont possibles. Cependant, peut-être la révolution dont la VAE peut être porteuse est-elle plus cachée, plus subversive ?

Histoire de la VAE

Il est devenu une habitude pour asseoir la Validation des Acquis de l'Expérience, de chercher les textes fondateurs dans l'histoire. A chaque fois les auteurs remontent à la surface la loi du 10 juillet 1934 relative à la délivrance du titre d'ingénieur, et le décret du 23 août 1985 sur la validation des acquis personnels et professionnels (VAPP) en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur. Il s'agit pour le titre d'ingénieur de pouvoir se présenter à des épreuves d'examen (la rédaction d'un mémoire), sans passer par la formation, et pour la « VAPP 85 » de pouvoir accéder à un enseignement sans en avoir les diplômes pré requis. En cela, se sont bien des dispositifs de formation continue où l'un permet d'accéder à l'examen sans suivre les cours et l'autre à la formation sans examen préalable des pré requis.

Allant plus loin que la « VAPP 85 » qui équivalait à une autorisation d'accès à une formation, la loi du 20 juillet 1992 sur la Validation des Acquis Professionnels et les décret de 93 (« VAP 93 ») propose la reconnaissance des compétences pouvant amener à la validation d'une partie d'un diplôme, restait au moins une épreuve, une unité de formation à faire valoir par voie d'examen. Mais seulement pour une partie des certifications et pas dans l'ensemble des certificateurs. Cela semble être le début de la VAE telle qu'elle se vit aujourd'hui. La loi de 2002 sur la Validation des Acquis de l'Expérience serait alors l'accomplissement de cette montée en puissance progressive ouvrant l'accès à toutes les certifications et permettant la validation complète d'un titre ou diplôme ; les premiers textes historiques étant eux bien ancrés dans l'accès à la formation continue, c'est-à-dire après une rupture de plusieurs années du processus de formation initiale, un retour vers des lieux d'acquisition de connaissances après un temps de travail, et en fin de parcours le passage d'épreuves d'examen des connaissances....

Puisque « *très souvent de manière informelle, l'acte de reconnaissance des acquis trouve sa racine dans une histoire millénaire*¹ », la question de la reconnaissance des acquis issus de l'expérience serait donc bien plus profonde et bien antérieure à des textes de lois de la fin du vingtième siècle. Pour M. FARZAD et S. PAIVANDI ce n'est que loin après la deuxième guerre mondiale

¹ D'après Mehdi FARZAD et Saeed PAIVANDI dans « Reconnaissance et validation des acquis en formation » chapitre I ppl à 14

patrick 29/1/y 16:17

Commentaire [1]: Bonami pp83 à 101

que le terme prend en France son acception moderne. Alors qu'aux Etats-Unis la question de la reconnaissance des acquis extra scolaires, acquis au front par les soldats, se pose dès le retour des troupes après la Première Guerre Mondiale. La VAE peut donc avoir un lien historique ancien avec l'idée de formation permanente des adultes ; ici face à la guerre ce serait de dire qu'au-delà du combat le soldat a du apprendre (*des soins d'urgence, la mécanique des blindés, la cuisine, les transmissions radiophoniques...*).

Toujours sur le continent nord américain, « *Par mesure de justice sociale* », les femmes ont alors demandé elles aussi que soient reconnus leurs acquis, afin elles aussi de pouvoir « *reprendre des études ou se présenter sur le marché du travail* ». A la pression de la demande sociale il faut ici ajouter pour ces auteurs, le contexte socio-économique de l'époque, où la faible croissance démographique provoque une baisse soutenue des effectifs des universités qui ont vu là une nouvelle chance de développement, et les intentions politiques des pouvoirs publics concernant la démocratisation de l'éducation.

Le contexte économique devrait être davantage mesuré. C'est cette dimension économique qui ouvre l'accès au titre d'ingénieur par d'autres voies quand les besoins des entreprises sont devenus prégnants. Aujourd'hui en voulant réfléchir sur l'accompagnement des adultes en formation et sur les mécanismes de reconnaissance, il nous faudrait mesurer bien plus efficacement ce qu'il en est du contexte économique dans une pensée liant les besoins de compétences à un mécanisme d'achats – ventes de celles-ci, et mettre en parallèle des successions de tentatives de réforme et d'adaptation des systèmes scolaires visant une adéquation formation emploi, pour percevoir ce que l'arrivée de la VAE dans sa forme de 2002 représente dans ce contexte économique nouveau.

Si cette nouvelle voie d'accès à la reconnaissance sert les intérêts des personnes cela n'arrive pas sans que les intérêts des entreprises soient servis aussi.

Les femmes et l'histoire de la VAE

Les « *mutations rapides survenues dans le monde du travail ainsi que l'essor de la formation des adultes* » dans les années soixante-dix, au Québec « *ont été à l'origine de revendication concernant la reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires* » où là encore les femmes seront un accélérateur de réflexion par leurs demandes de reconnaissance des acquis issus du travail ménager et du bénévolat. « *Ce qui conduira le Conseil du statut de la Femme en 1979 dans son rapport intitulé « Pour les Québécoises : Egalité et Indépendance : a recommandé au ministère de l'Education la reconnaissance des apprentissages réalisés en dehors du milieu scolaire (...)* » Il n'existe alors en France que quelques initiatives pionnières au CNAM, à Paris 8, ou au Collège Coopératif.

Quand les éléments d'histoire que retracent certains auteurs mettent en jeu à deux reprises des revendications féminines, pourrait-il se dessiner une hypothèse nouvelle dans une perspective historique liant : mouvements féministes et évolution de la reconnaissance des acquis de l'expérience ? Le lien se tisse naturellement en France si on regarde de près sur quels diplômes se jouent les grands flux de demandes, à partir de quelques professions très

patrick 29/1/y 16:17

Commentaire [2]: 1^{er} para p2 reconstruit

féminisées². Peut-on dire alors que la question de l'égalité des chances pour les femmes a à voir avec la reconnaissance et la validation des acquis ? Ou inversement que la VAE arrive quand se pose en France de manière pragmatique la question de la parité et de l'égalité des chances ! Et notamment de l'égalité des chances d'accéder à des diplômes et à des formations...

Et en passant par l'Amérique du Nord où, pour certains auteurs, se relie la question de la reconnaissance des acquis avec l'évolution de la formation des adultes, il semble que l'on peut faire entrer la VAE dans l'histoire générale de la formation des adultes où elle n'est qu'un épisode supplémentaire à la fois : ■ de l'ouverture de voies de secondes chances (ici pour les femmes³) ou, ■ de la recherche de l'introuvable adéquation entre : formation et emploi qui ici essaye de contourner l'obstacle en recherchant une nouvelle adéquation entre l'emploi expérimenté et le diplôme. Alors la VAE n'est plus simplement une invention pédagogique ou andragogique dans une nouvelle forme de rapport aux savoirs, mais à partir des années quatre-vingt dix elle est :

- ⇒ Un mécanisme qui résulte de l'individuation des parcours et de la responsabilisation de la personne dans son projet de formation et de validation, dans un monde économique provoquant l'alternance emploi, chômage et formation permanente. « *L'individuation des parcours consiste à mettre en place des dispositifs optimisant pour chaque sujet ses chances de maîtriser l'apprentissage visé parce qu'il tient compte de ses acquis préalables* », ici dans la perspective de la reconnaissance des acquis la formation devient pour Bernard CHARLOT « *un parcours et non plus seulement un programme* » ;
- ⇒ Un mécanisme qu'il faut considérer dans un mouvement d'ensemble de la formation des adultes et de son évolution. « *Dans le passé, les choses paraissaient simples. Il y avait un temps pour tout. Le temps des études avec la jeunesse. Le temps de la vie active avec l'âge adulte. On étudiait ce qu'il était utile d'apprendre (...) puis on utilisait ce qu'on avait appris (...) Demain ? Les connaissances augmentent à un rythme si rapide qu'il est illusoire de penser que*

² Depuis le rapport Besson (septembre 2008 p53) en 2006 : 37% des demandes de validations se sont faits sur 5 titres liés au travail social ou de l'aide à la personne (CAP petite enfance, Auxiliaire de vie social ou assistante de vie Aide soignante, éducateur spécialisé), avec les BAC pro secrétariat BTS assistante de direction ou BP coiffure... se sont près de presque 50% des demandes (vingt trois milles sur 48 milles). Dans ces chiffres on peut aussi regarder de plus près les dix milles demandes qui portent sur les titres d'assistante ou d'auxiliaire de vie et s'interroger sur les contours de métiers informels s'exerçant de gré à gré proche d'actions bénévoles ou sortant du cadre familiale mettant en jeu des femmes. Ce qui pourrait masquer un fort besoin de reconnaissance. Nous devrions alors engager un lien avec le travail d'Erving Gøsta Andersen sur le travail des femmes.

³ Ce point de vue est chiffrable : dans le Rapport au Parlement sur la validation des acquis en décembre 2007 il est écrit p21-28 : « *La Vae concerne en priorité des femmes : en 2005 sept candidats sur dix aux titres et diplômes des principaux certificateurs publics sont des femmes. Au ministère en charge des Affaires sociales et de la Santé, les femmes constituent al quasi-totalité des candidats (...) la position de leader tenue par l'Education nationale sur la VAE depuis 2002 pourrait être remise en cause à partir de 2005 au bénéfice des Affaires sociales et de la Santé qui gère pourtant une offre de diplômes beaucoup plus réduite* »

ce qu'on devra savoir aura été appris à l'université⁴ » ou dans d'autres lieux d'enseignement. La validation des acquis apparaît au moment où se remet en cause « la relation linéaire formation - emploi et le mode de classement professionnel et social induit par cette relation⁵ »

⇒ Un mécanisme qui survient certes dans un contexte de chômage, mais aussi à une époque après laquelle l'entrée des femmes moins formées en masse dans le marché du travail a considérablement changé la donne du marché de l'emploi⁶...

A cette modification de la formation des adultes et à l'accélération des accumulations de connaissances, s'ajoute une nouvelle manière de penser l'emploi et d'organiser le travail, conditionnée par des formes de mobilité. La VAE, pour les personnes peu qualifiées, en rupture de banc avec les systèmes d'éducation scolaire, ou fragilisées par les menaces sur leur emploi, la VAE, devient alors un des outils de sécurisation. Ici l'histoire de la VAE peut trouver des racines dans les actions collectives de formation dans les bassins houillers de Bertrand SCHWATRZ, visant la reconversion. En poussant l'idée, la VAE peut devenir un moyen de gestion des flux de mobilité interprofessionnelle et / ou géographique...

M. FARZAD et S. PAIVINDI vont plus loin, en affirmant que les évolutions technologiques ont bouleversé les organisations du travail et donc la gestion des compétences, tout en décroissant les métiers⁷ et du coup les relations emploi / formation. « Ces mutations technologiques ont (...) bouleversé les liens entre le monde du travail et les lieux de formation qui ont besoin de s'approprier davantage de compétences et des savoir-faire produits par les entreprises. (...) Les lieux de formation ont pratiquement perdu le rôle dominant de production du savoir qu'ils avaient, et ce sont souvent les grandes entreprises qui contribuent aux progrès scientifiques et techniques ». On retrouve cela aussi dans le travail social avec par exemple la création d'un département recherche dans l'association de la Sauvegarde de l'enfance du Nord. Dès lors le renversement du rapport au savoir, dans les mécanismes d'accès au diplôme n'a rien de révolutionnaire il ne fait que suivre ce que l'action travail a engendré. Si la connaissance se forge dans les entreprises et plus seulement dans les sphères universitaires, il devient naturel que se fabrique un dispositif de validation des connaissances acquises dans le travail.

En vrac on peut observer : - revendications collectives de reconnaissances et - entrée en jeu des questions de genre dans l'accès au travail et à la formation, avec en parallèle, - injonction à la réussite dans la construction de son parcours d'individuation, - nouveaux lieux de création de savoirs et - marchandisation des compétences, - nécessités de gestion des flux

⁴ Claude Allègre : « l'âge des savoirs » p 215

⁵ J-Y Ménard, « Reconnaissance des acquis et validations des compétences » Presses universitaires de Rennes 1995

⁶ De 6,7 millions de femmes pour 12,6 millions d'hommes actifs dans les années soixante, les femmes deviennent en 2002 12,1 millions pour 14,2 millions d'hommes... mais 61% des femmes sont employées de la fonction publique, du commerce, sont des personnels de l'aide aux particuliers ou des professions intermédiaires de santé. Ce qui correspond aux diplômes les plus demandés par la VAE...

⁷ C'est une réalité observée depuis le bureau Vae de l'école : des salariés comme des employeurs nous ont demandé par exemple d'accompagner des parcours pour

patrick 29/1/y 16:17

Commentaire [4]: Cité par Farzad p 13

patrick 29/1/y 16:17

Commentaire [5]: Farzad p 10

de mobilité, et - tension du marché de l'emploi... C'est dans cet ensemble d'axes de tensions qu'il semble qu'il faut considérer la VAE, outil d'une organisation sociétale cherchant à gérer des masses d'individus dans des rapports de productions efficaces, quand se développe en parallèle pour chacun une quête de valeur d'identité de reconnaissance dans une logique de projet à porter.

Si la VAE est la suite des mécanismes de VAP, ce nouvel outil dépasse le simple accès à une formation. En faisant tout peser sur la parole⁸ du demandeur et son expertise acquise dans l'activité, l'entière validation porte du côté de l'action et des acquis. La VAE n'est alors que l'élément parachevant un dispositif reconnaissant les lieux de travail comme des lieux apprenants, ce qui fait de la Formation continue un dispositif complet pouvant reconnaître toutes les voies de construction de compétences, en variant le curseur sur une droite allant de la formation traditionnelle à l'action réflexive⁹. La VAE force à admettre que le savoir se fabrique ailleurs que dans les lieux de formation écoles ou universités. Tout comme la Science s'invente dans des labos au fil des expériences, la VAE démontre les compétences en en train de se former dans l'entreprise. Et ce n'est pas un hasard si des lieux en lien avec l'action comme le Collège Coopératif (avec derrière Henri Desroches), Paris 8 Vincennes, ou le CNAM investissent des outils de reconnaissance des savoirs et des compétences depuis le lieu du travail, tout comme peut le faire la recherche-action.

La VAE s'installe bien dans l'idée de la seconde chance telle que cela pouvait se définir en 1959 quand M. Debré lance la Politique de Promotion Sociale par une loi du même nom, par laquelle « il s'agit de produire les qualifications nécessaires à l'expansion économique - dans un pays où les individus sont majoritairement qualifiés à niveau 5 – de faciliter l'accès à la seconde chance – face à un système éducatif vieilli et inégalitaire et de provoquer de la mobilité sociale facteur de cohésion sociale » ... Une seconde chance comme peut l'être la formation continue, en permettant de récupérer sur un handicap de départ mais dans une nouvelle donne économique. Les trois enjeux de cette loi de Promotion Sociale : Individuel Industriel et Sociétal sont toujours actifs c'est le contexte de croissance par lequel on associait le développement économique et ses besoins de compétences avec le développement individuel et ses besoins de reconnaissance, qui a muté.

Là où les groupes sociaux admettaient de faire l'effort financier de formation des adultes dans l'idée où une deuxième chance de formation accroîtrait les compétences et par effets retour les richesses de tous... Aujourd'hui, dans un nouveau modèle de société se construisant autour de l'économie du savoir et dans un contexte économique où le mot croissance ne semble plus d'actualité, l'effort porte sur la personne seule pour qui la société nouvelle invente le moyen de signaler ses compétences... afin d'être repérable sur un

⁸ Voir l'interview de Jean Marie Barbier dans Science Humaine N°175 décembre 2006 : « le modèle francophone de la VAE » p18.

⁹ En flash rapide voir par exemple l'article de Science Humaine N°175 décembre 2006 : « Agir par soi-même » de Xavier Molénat pp 50 à 53

marché de l'emploi dans lequel l'idée à l'œuvre et la sécurisation des emplois et des parcours mais plus la promotion sociale.

Si on regarde les métiers sur lesquels se font les demandes, tels que les métiers de l'aide à la personne on peut accentuer cette approche économique. Les tâches relevant de l'aide naturelle intergénérationnelle ou, diriger vers la petite enfance ou, vers les personnes en situation de handicap se professionnalisent dans des emplois à temps incomplets majoritairement occupés par des femmes. Femmes qui en règle générale accèdent moins à la formation continue, moins formées¹⁰ et occupent les emplois précaires et les postes de temps « incomplets » ou partiels. Pour Gøsta Esping Andersen l'emploi des femmes est un enjeu essentiel pour l'avenir de nos sociétés industrialisées entre autre raison parce que cette forme d'emploi génère une demande sociale de service d'accueil et d'aides tant vers les enfants que vers les adultes dépendants dont la charge revenait aux femmes dans la vie domestique, externaliser ces tâches génère de nouvelles formes d'emplois, et libère du temps de travail pour d'autres femmes.

La VAE peut donc être vue comme un outil révolutionnaire pour les femmes dans les conquêtes de l'égalité face au diplôme, face à l'emploi ou face encore au temps travaillé ou au temps disponible pour travailler, tout en étant -dans une économie de la marchandisation des connaissances- l'outil de signalement des compétences qui correspond à l'accélération de la circulation des flux de personnes, d'activités, de communications et d'informations.

Mais encore dans un nouveau contexte d'une économie marchande des compétences, la VAE d'aujourd'hui est peut-être la voie future d'un contrôle continue des compétences acquises s'additionnant à la formation tout au long de la vie ; par exemple au début des années 2000 le ministère des Affaires étrangères met en place avec l'Université Paris 3¹¹ une plate forme d'info conseil, d'orientation et d'accompagnement sur la VAE pour les personnels expatriés devant rentrer en France désormais tous les cinq ans... Ces personnels ne pouvaient repartir pour des missions en poste à l'étranger qu'en faisant la preuve d'avoir mis à profit l'année en métropole pour acquérir de nouvelles compétences signalées par l'acquisition de nouvelles certifications.

Gøsta ESPING – ANDERSEN avec Bruno PALIER : « Trois leçons sur l'Etat providence » La république des Idées / Seuil, Février 2008

Claude ALLEGRE : « L'Âge des Savoirs, pour une renaissance de l'Université » Gallimard 1993

Jean François BONAMI : « Valider les Acquis de l'Expérience » Edition l'Organisation Paris 2000

Mehdi FARZAD et Saeed PAIVAINDI : « Reconnaissance et validation des acquis en formation », édition Antrhopos Paris 2000

¹⁰ Dans une dimension régionale articulant égalité des chances et société de la connaissance on peut regarder ce qu'en disent les région ici pour nous au bureau d'Angers la Région Pays de la Loire : avec par exemple le dossier INSEE - Pays de la Loire N° 28 de mars 2008 : « femmes en Pays de la Loire , regard sur la parité » ; l'étude n° 67 de mars 2008 : « Des avancées vers l'égalité entre les hommes et les femmes en Pays de la Loire » à mettre en parallèle avec le document de diffusion sur le « Schéma régional de l'éducation et de la Formation 2007 -2011 » : « faire des Pays de la Loire une région de connaissance... (J. Auxiette) »

¹¹ Sous la direction d'Agnès Veilhan Ingénieur d'études au bureau REVA université Paris 3 Service Formation continue

patrick 9/2/1y 10:34

Commentaire [6]: Ce qui est vrai au bureau sur les postes de secrétaire ou de chargée de mission VAE

Revue *Science Humaine* N°175 décembre 2006

Eric BESSON : « *Valoriser l'acquis de l'expérience, une évaluation du dispositif de VAE* » rapport au Premier Ministre septembre 2008

Par la DGEFP avec le CEREQ, et la DARES : « *LA validation des acquis de l'expérience ; Rapport au Parlement en application de l'article 146 de la Loi n°2002-73 du 17 janvier de modernisation sociale* »

Pierre CAHUC (CREST INSEE) et André ZYLBERBERG (CES EUREQua – CNRSS U. Paris I) : « *La formation professionnelle des adultes : un système à la dérive* » Etude à la demande du Centre d'Observation Economique de la CCIP.

Revue « *POUR, la revue du groupe de recherche pour l'éducation et la prospective* » N°189 mars 2006 Dossier « *Bertrand SCHWARTZ Construire une pensée collective pour l'action* »

B Charlot

Dominique Wolton ??